

# TVA sociale et compétitivité

Session 3 : Fiscalité et mondialisation  
Vendredi 24 juin

Olivier Passet

# TVA sociale

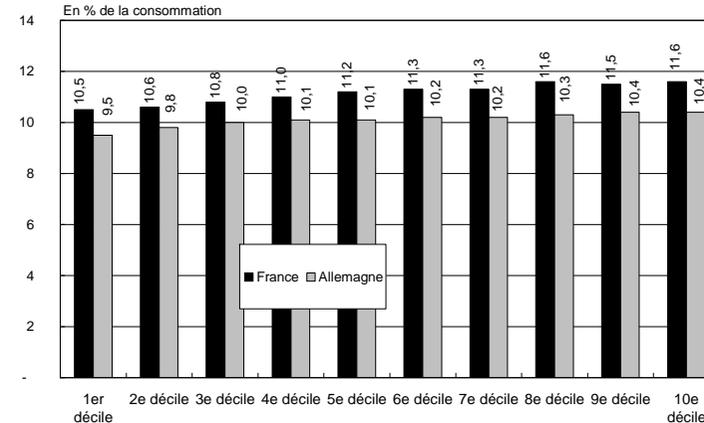
- La réforme consiste à effectuer un transfert équilibré entre cotisations sociales et la TVA
- Les masses en jeu (2010) :
  - Cotisations effectives du régime obligatoire (226 milliards)
  - TVA : 136 milliards

# I- Remarques préliminaires

# Combinaison de deux impôts dont la progressivité diffère

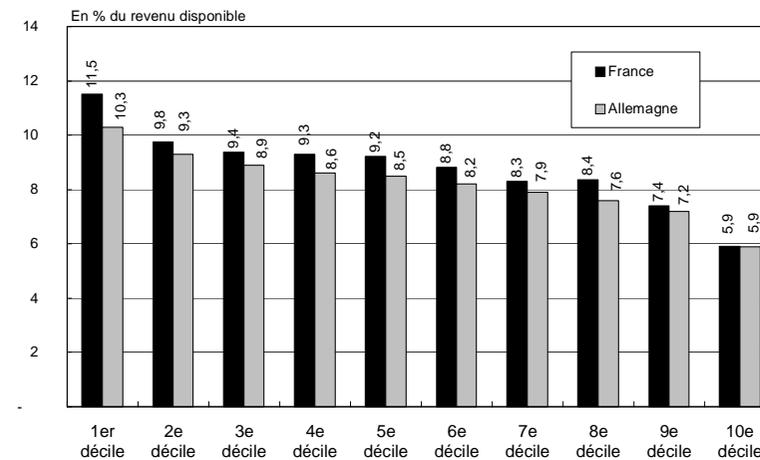
- La TVA est composée de 3 taux (normal 19,6 % ; réduit : 5,5 %; et super réduit : 2,1 %);
- Elle est neutre par rapport aux dépenses de consommation;
- Régressive par rapport au niveau de vie

**Charge fiscale TVA en % des dépenses totales, par déciles**



Sources : Nicolas Ruiz (2006), Stefan Bach, Peter Haan & alii (2006)

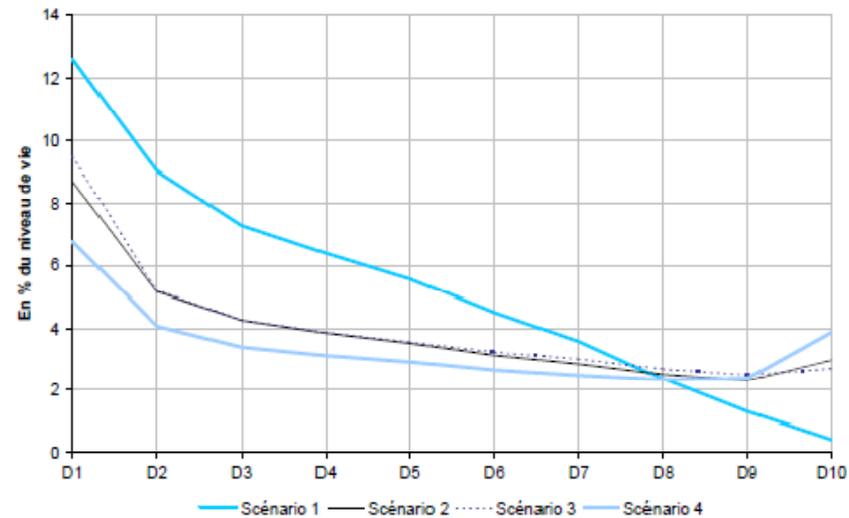
**Charge fiscale TVA en % du revenu disponible (taux d'effort), par déciles de revenu**



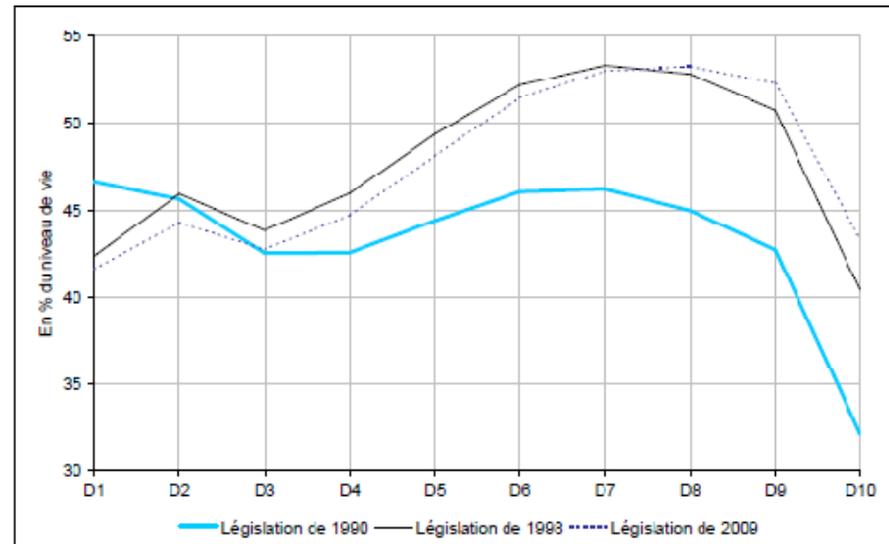
Sources : Nicolas Ruiz (2006), Stefan Bach, Peter Haan & alii (2006) ;

- Dispositifs d'abaissement des charges initiés en 1993, amplifié avec les 35h., stabilisé en 2005 (1,6 SMIC) puis étendu en 2009 aux heures sup.
- 22 milliards d'euros d'allègement + 4 milliards heures sup.
- Globalement : effet progressif marqué

Graphique n°10 : Exonérations de cotisations sociales : taux de soutien des exonérations suivant différents scénarii par déciles de niveau de vie de référence en 2009



Graphique n°13 : Prélèvements sociaux : taux d'effort sous les législations de 1990, 1998 et 2009, par déciles de niveau de vie de référence



Source : CPO (2011)

# La réforme bute d'abord sur cette question d'équité

- Difficulté de faire admettre politiquement la substitution d'un prélèvement progressif par un prélèvement dégressif. Il n'existe en effet que 2 points de marge de baisse supplémentaire sur les bas salaires;
- Elle bute sur la perception qu'il s'agit d'un basculement de fiscalité des entreprises vers les ménages (non prise en compte de l'incidence)

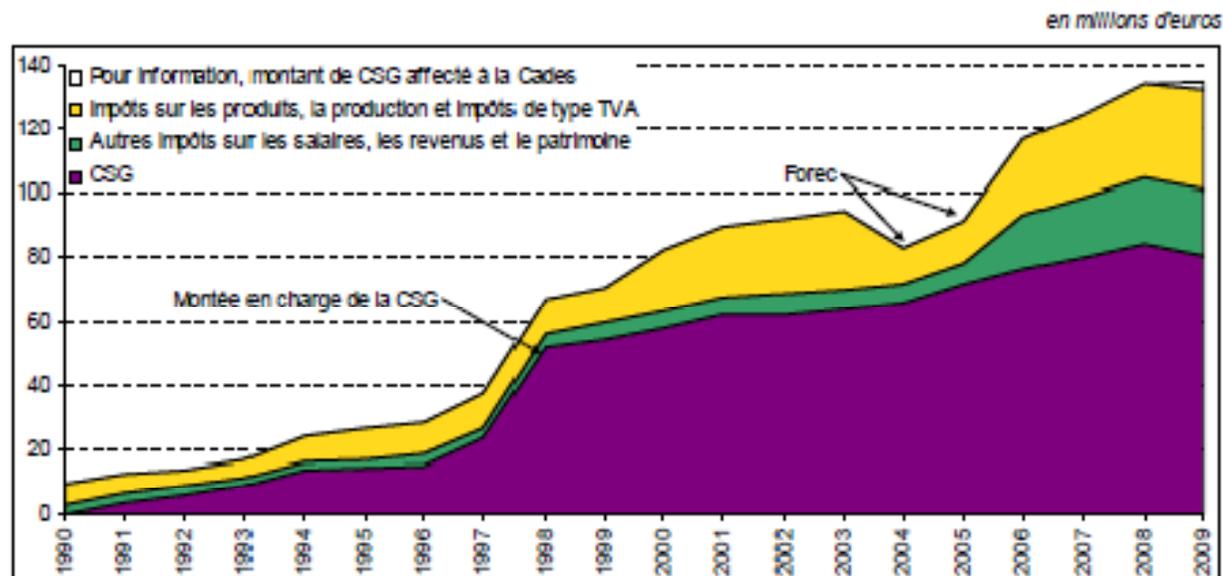
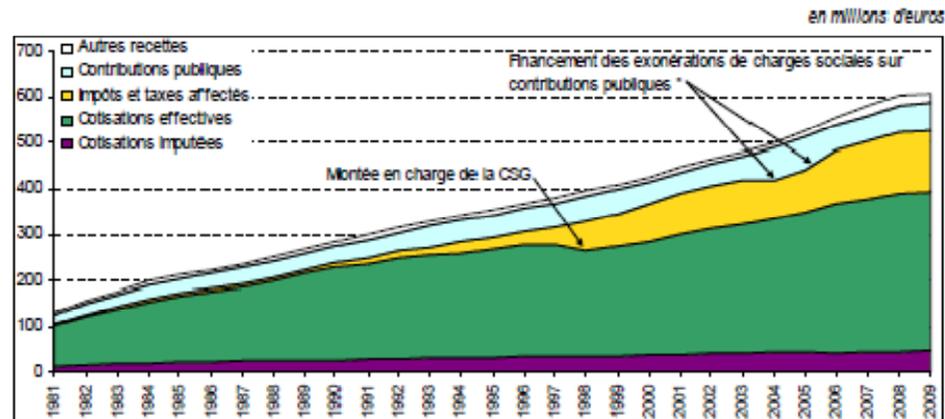
# Elle recherche sa légitimité du côté des principes fiscaux...

- A prestation universelle, contribution universelle;
- S'inscrit dans le mouvement marqué de fiscalisation du financement de la protection sociale.

# Diversification des ressources de la protection sociale, dans le temps...

Compensation des baisses de charge :

- Via le FOREC 2000-03
- Via l'Etat : 2004-05
- Directe depuis 2006



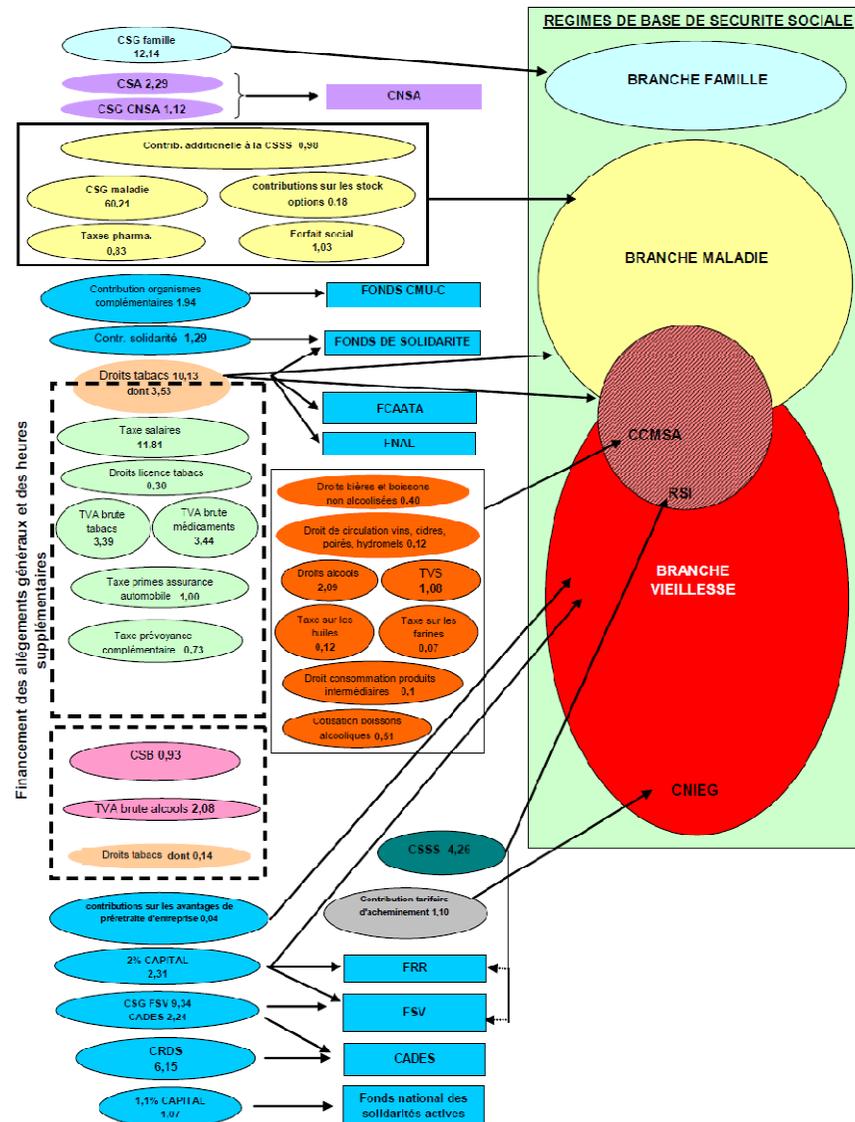
Sources : Drees-CPS, DSS

# « Fiscalisation » différenciée selon les régimes :

Ventilation par catégories de recettes, régimes obligatoires de base de la sécurité sociale

	Maladie	Vieillesse	Famille	AT-MP	Total
Cotisations effectives	78,7	101,6	33,9	11,8	226
Cotisations fictives	1,1	39,7	0,1	0,3	41,3
Cotisations prises en charge par l'Etat	1,5	1,3	0,6	0,1	3,3
Cotisations prises en charge par la sécurité sociale	1,5	0	0,3	0	1,8
Contributions publiques	0,1	7,1	0	0,1	7,2
Impôts et taxes affectés	85,3	16	17,2	0,4	118,9
dont CSG	60,6	0	9,2	0	69,8
Transferts reçus	2,5	26,8	0	0,1	23,9
Revenus des capitaux	0	0,6	0	0	0,6
Autres ressources	2,8	0,7	0,6	0,4	4,6
<b>Total</b>	<b>173,5</b>	<b>193,8</b>	<b>52,8</b>	<b>13,1</b>	<b>427,6</b>
Structure en %					
Poids des cotisations sociales	47,7	73,6	66,1	93,1	63,7
Poids des impôts et taxes affectées	49,2	8,3	32,6	3,1	27,8
Poids des contributions publiques	0,1	3,7	0,0	0,8	1,7
Poids des des transferts	1,4	13,8	0,0	0,8	5,6
Autres	1,6	0,7	1,1	3,1	1,2

# Compensation ou financement qui s'est opérée sur une myriades d'impôts



**Principales taxes affectées : 133 mds en 2009**

- Impôts sur les produits : 16,5 milliards

- Impôts sur les salaires : 1,8 mds

- Impôts sur le revenu et le patrimoine : 85 mds (dont 81 mds de CSG)

- Impôts de type TVA : 8,5 mds

Elle pourrait donc s'inscrire dans un **processus de simplification** des circuits de financement

# Diversification des ressources de la protection sociale, dans l'espace aussi..., notamment les modèles de flexicurité

## Structure de financement de la protection sociale en Europe

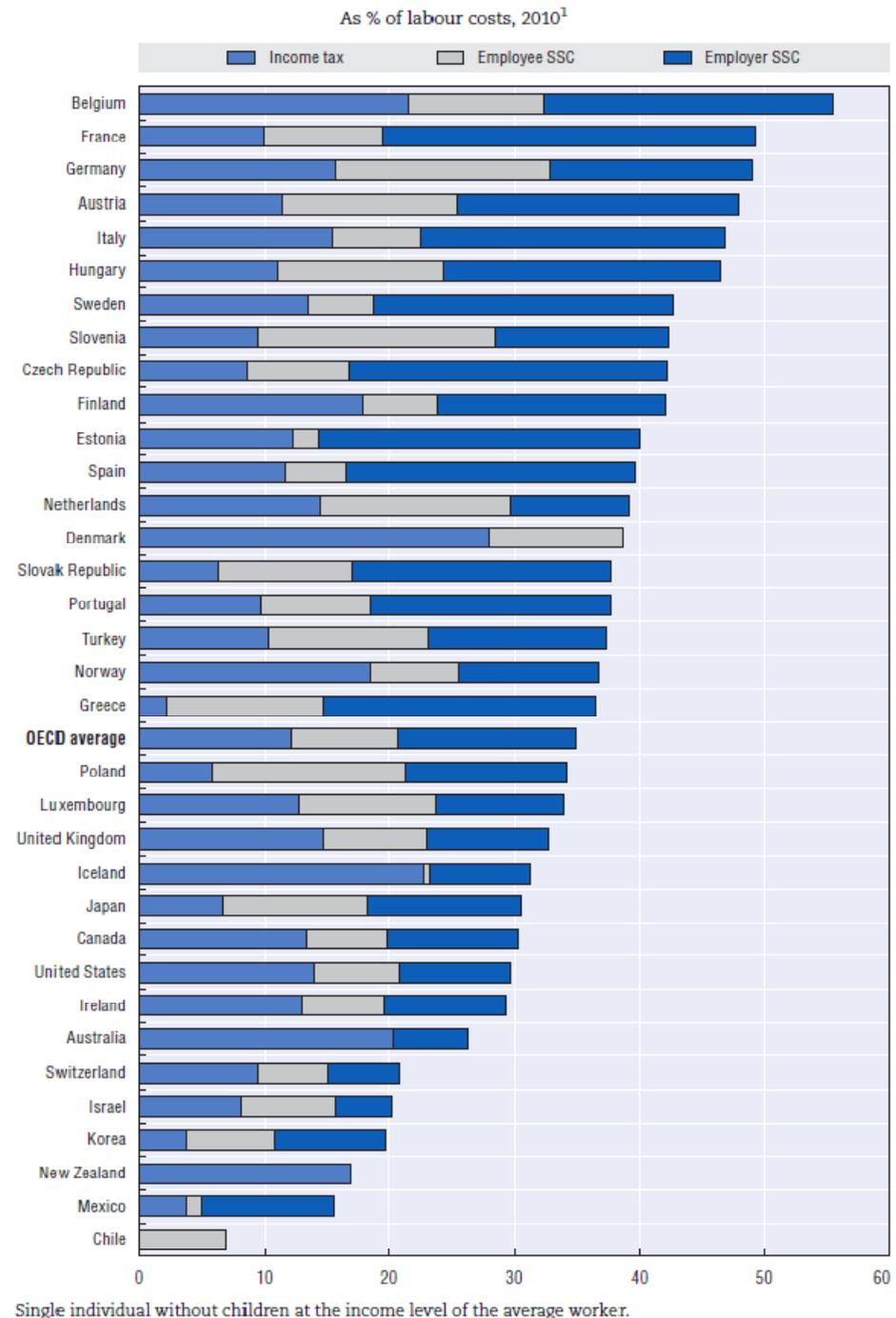
	1990				2000				2008		
	Cotisations sociales	Cotisations sociales à charge des employeurs	Cotisations sociales à charge des employés		Cotisations sociales	Cotisations sociales à charge des employeurs	Cotisations sociales à charge des employés		Cotisations sociales	Cotisations sociales à charge des employeurs	Cotisations sociales à charge des employés
UE15	:	:	:	UE15	60,9	38,6	:	UE15	57,6	37,2	:
<b>France</b>	<b>79,5</b>	<b>51,0</b>	<b>22,9</b>	Belgique	72,0	49,7	18,4	Suisse	73,1	35,3	36,1
Espagne	71,3	54,4	9,1	Espagne	67,9	51,8	9,0	Pays-Bas	66,6	32,4	:
Italie	70,3	54,9	10,2	Pays-Bas	67,5	29,4	:	Autriche	65,2	38,0	22,1
Belgique	67,0	41,5	20,8	Autriche	66,4	39,2	22,6	<b>France</b>	<b>64,6</b>	<b>43,8</b>	<b>16,6</b>
<b>Allemagne</b>	<b>64,7</b>	<b>33,5</b>	<b>29,2</b>	<b>France</b>	<b>65,9</b>	<b>46,0</b>	<b>16,2</b>	<b>Allemagne</b>	<b>63,1</b>	<b>34,9</b>	<b>22,4</b>
Suisse	64,5	33,4	29,1	<b>Allemagne</b>	<b>65,8</b>	<b>38,2</b>	<b>22,7</b>	Espagne	62,0	47,0	8,4
Autriche	64,2	39,3	21,0	Grèce	60,8	38,2	17,2	Belgique	57,8	36,6	16,7
Portugal	61,7	42,4	17,5	Suisse	60,3	29,2	29,5	Italie	56,2	40,2	9,4
Grèce	59,0	39,4	16,2	Italie	57,7	42,8	9,4	Grèce	53,8	32,7	16,1
Pays-Bas	59,0	20,0	:	Portugal	53,0	35,6	14,7	Luxembourg	50,0	25,9	20,4
Royaume-Uni	55,0	28,1	26,1	Royaume-Uni	52,4	29,9	22,0	Finlande	49,6	38,4	8,5
Finlande	52,1	44,1	5,1	Finlande	50,0	38,0	8,9	Suède	47,5	37,7	9,0
Suède	:	:	:	Suède	49,9	40,4	8,8	Portugal	46,1	30,8	12,6
Luxembourg	50,5	29,5	17,0	Luxembourg	48,6	24,7	19,9	Royaume-Uni	43,9	32,4	10,7
Irlande	40,3	24,6	14,5	Irlande	41,1	25,6	13,9	Irlande	41,5	25,8	14,4
Norvège	36,4	24,0	12,5	Norvège	38,4	24,4	14,0	Danemark	32,2	11,4	20,7
Danemark	13,1	7,9	5,3	Danemark	29,4	9,1	20,3	Norvège	30,5	15,2	15,3

Source : Eurostat

# Deux références emblématiques

- Réforme danoise de 1987, combiné à un élargissement de l'assiette de l'IR et des impôts locaux, restriction de la déductibilité des intérêts. Le redressement de la balance des paiements relève d'abord de l'arrêt de la surchauffe induite par l'ensemble de ces mesures.
- Réforme allemande de 2007 : passage de la TVA de 16 à 19 %, combiné à une baisse de cotisation équivalente à 1,2 point de TVA.
- Le coin social (patronal et salarial) est supérieur de 2,4 points de PIB en France / Allemagne
  - Pour les salaires compris entre 400 et 1600 €, les taux de cotisations sont inférieurs en France
  - Pour les salaires compris entre 1700 et 300 € les cotisations sont supérieures jusqu'à 15 point à celles de l'Allemagne
- Pas d'écart significatif pour le coin fiscal-social

- Au cœur de la problématique : un coin socialo-fiscal élevé, notamment sur les hauts revenus
- L'impact économique de ce constat reste néanmoins très débattu



As % of labour costs, 2010<sup>1</sup>

Country <sup>2</sup>	Total tax wedge <sup>3</sup>	Income tax	Social security contributions		Labour costs <sup>4</sup>
			Employee	Employer	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Germany	49.1	15.7	17.2	16.2	61 971
Belgium	55.4	21.6	10.8	23.0	61 810
Austria	47.9	11.4	14.0	22.6	60 576
Luxembourg	34.0	12.7	10.9	10.3	59 726
United Kingdom	32.7	14.7	8.3	9.7	59 372
Netherlands	38.4	14.6	14.1	9.5	58 102
Norway	36.8	18.6	6.9	11.3	56 390
France	49.3	9.9	9.6	29.7	55 252
Sweden	42.7	13.5	5.3	23.9	53 754
Switzerland	20.8	9.4	5.7	5.7	53 205
Finland	42.0	18.0	5.8	18.2	51 263
Ireland	29.3	13.0	6.6	9.7	49 830
Japan	30.5	6.6	11.5	12.2	49 690
Italy	46.9	15.4	7.2	24.3	47 347
Korea	19.8	3.7	7.1	9.0	47 284
United States	29.7	13.9	7.0	8.8	47 207
Denmark	38.6	27.9	10.7	0.0	46 235
Spain	39.6	11.7	4.9	23.0	44 875
Australia	26.2	20.4	0.0	5.8	43 793
Canada	30.3	13.3	6.5	10.4	40 020
Iceland	31.3	22.6	0.5	8.0	35 272
Portugal	37.7	9.7	8.9	19.2	34 307
Israel	20.2	8.3	7.5	4.5	33 226
New Zealand	16.9	16.9	0.0	0.0	31 152
Greece	36.6	2.2	12.5	21.9	30 877
Slovenia	42.4	9.5	19.0	13.9	30 694
Czech Republic	42.2	8.6	8.2	25.4	28 876
Estonia	40.0	12.3	2.1	25.6	24 784
Hungary	46.4	11.0	13.2	22.2	24 372
Turkey	37.4	10.3	12.9	14.2	23 047
Poland	34.3	5.9	15.5	12.9	23 014
Slovak Republic	37.8	6.4	10.6	20.8	22 896
Mexico	15.5	3.6	1.2	10.5	12 287
Chile	7.0	0.0	7.0	0.0	11 552

Constat plus  
mitigé sur le  
coût du travail  
en niveau

II- D'un point de vue macro, la réforme abordée comme une « dévaluation fiscale »

# 1- La dévaluation fiscale

- Exportateurs nationaux : baisse des coûts de production non compensée par la hausse de la TVA puisque leurs produits ne sont pas soumis à la TVA nationale.
- Importateurs étrangers : hausse de la TVA, puisque les coûts de production étrangers restent inchangés. Il s'ensuit que leurs prix augmentent sur le marché intérieur (sauf baisse des marges).
- Entreprises situées sur le territoire national : les prix des produits destinés au marché intérieur enregistrent deux chocs contraires, une baisse du coût du travail d'un côté et une hausse du taux de TVA de l'autre.
- A l'instar d'une dévaluation de la monnaie nationale, se traduit par une perte de revenu du pays pris dans son ensemble vis-à-vis de ses partenaires commerciaux, puisque, il faudra accroître la quantité des biens exportés pour être en mesure d'importer la même quantité de biens : cette détérioration des termes de l'échange est la contrepartie inévitable de toute augmentation de la compétitivité-prix.
- Même si l'on admet que les prix des biens et des services s'ajustent intégralement à la baisse du coût du travail, les consommateurs subissent une perte de pouvoir d'achat qui provient du renchérissement des produits importés (la hausse de la TVA). Environ 1/5 ème de biens importés dans la consommation des ménages, d'où un risque de tensions inflationnistes.

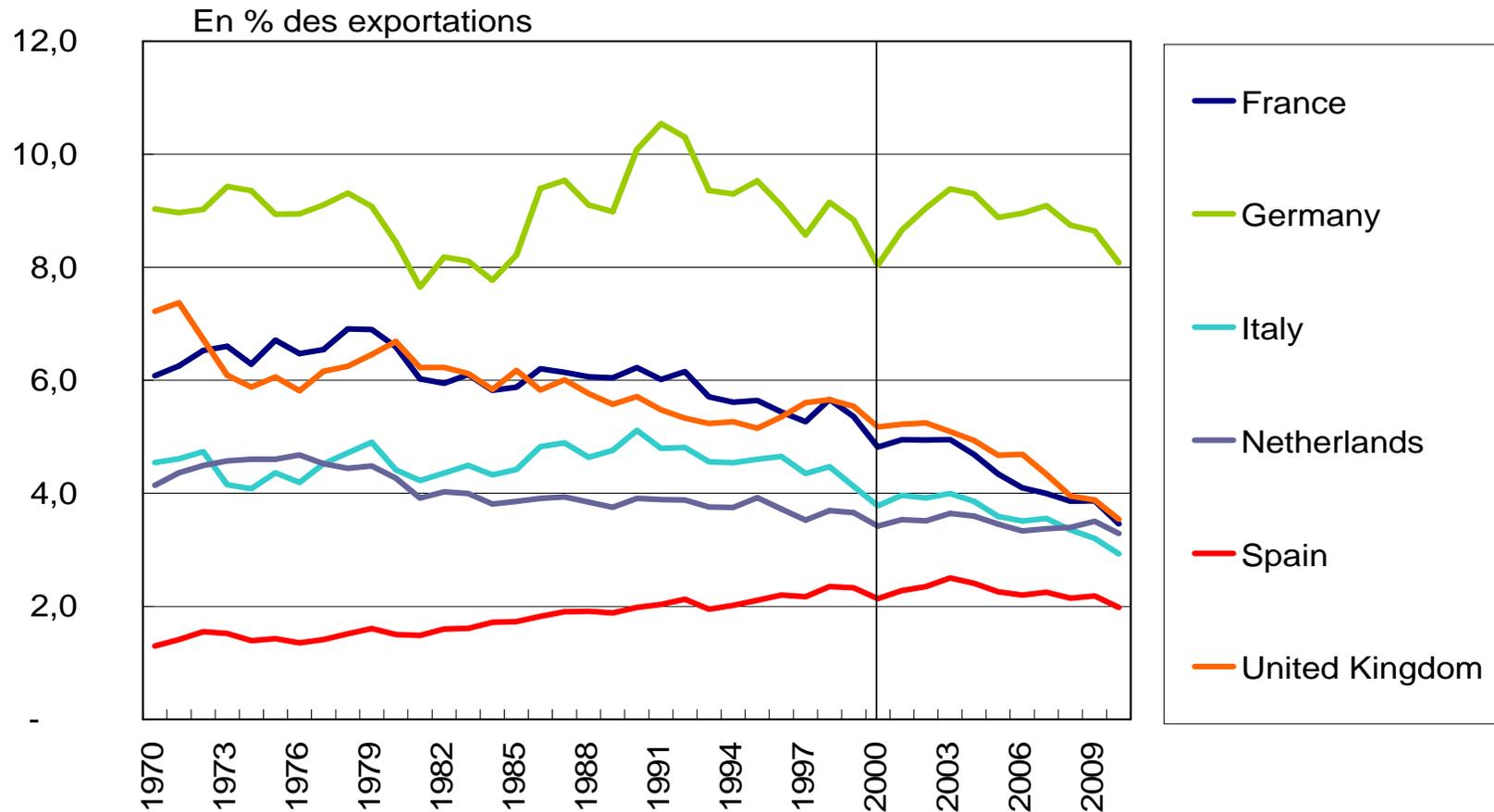
## 2- Différences néanmoins avec une dévaluation classique

- Dévaluation classique : choc immédiat sur les prix d'importations qui diffuse via salaires et consommations intermédiaires;
- Dévaluation fiscale :
  - Les effets inflationnistes de second tour sont atténués par les règles de déduction sur les consommations intermédiaires et d'investissement;
  - Pas même temporalité : effet de redressement du solde commercial plus rapide
    - Dévaluation classique : phénomène de courbe en J, détérioration immédiate des termes de l'échange;
    - Dévaluation fiscale : les prix des importations sont évalués hors TVA; les termes de l'échange se dégradent ultérieurement, via la réduction des prix par les exportateurs.

### 3- Idée que la TVA sociale peut en partie résoudre les problèmes de compétitivité intra-européens

- Contexte de monnaie unique;
- Contexte de fortes divergences dans l'évolution des coûts unitaires du travail (récent rapport Rexecode);
- Contexte de fortes déformation des parts de marché intra européennes.

# Parts des exportations nationales dans les exportations monde



## Important décrochage des exportations françaises par rapport aux exportations allemandes



Source : Eurostat et CHELEM, CEPII

## 4- Rôle décisif du comportement de marge des entreprises

- L'impact d'un tel choc dépend de façon décisive du comportement de marge des producteurs (comportement de *mark-up*).
  - Si ajustement rapide des prix de production : 75000 à 200000 emplois supplémentaires, surcroît de croissance à 2 ans : 0,4 à 0,6 %, contribution nette des exportations à 2ans : + 0,1 à +0,3 pts
  - Si ajustement des prix lent et partiel : les effets bénéfiques sont perdus en deçà de 75% de report de la baisse des charges sur les prix de production.

# Allégement uniforme de cotisations sociales employeurs, compensé par une hausse du taux normal de TVA de 3 points.

## A/ Simulations OFCE et de l'Ecole Centrale de Paris

	E-mod, OFCE			NEMESIS		
	1 an	2 ans	2 ans avec viscosité des prix de production	CT	CT/MT	CT/MT avec viscosité des prix de production (1)
PIB	0,5	0,4	0,1	-0,1	0,6	0,2
dont contribution extérieure	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,0
dont contribution intérieure	0,2	0,1	-0,2	-0,2	0,5	0,2
Consommation	0,0	0,0	-0,2	-0,4	0,6	0,2
Investissement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Emploi	69 000	75 000	34 200	34 270	160 900	71 450
Prix consommation	0,5	0,7	1,3	1,1	0,9	1,8

(1) report de 75% de la réduction de charges dans le prix de production des firmes.

# Allégement uniforme de cotisations sociales employeurs, compensé par une hausse du taux normal de TVA de 3 points.

## B/ Simulations de la DGTPE

	Modèle macro-économétrique Mésange		Modèle dynamique d'équilibre général		
	1 an	2 ans	1 an	2 ans	Long terme
PIB	-0,2	-0,2	0,4	0,4	0,0
dont contribution extérieure	0,2	0	0,4	0,2	0,0
dont contribution intérieure	-0,4	-0,2	0,0	0,2	0,0
Consommation	-0,4	-0,2	0	0,2	
Emploi	32 000	44 000	76 000	94 000	10 000
Prix consommation	1,8	2,0	0,8	0,8	1,0

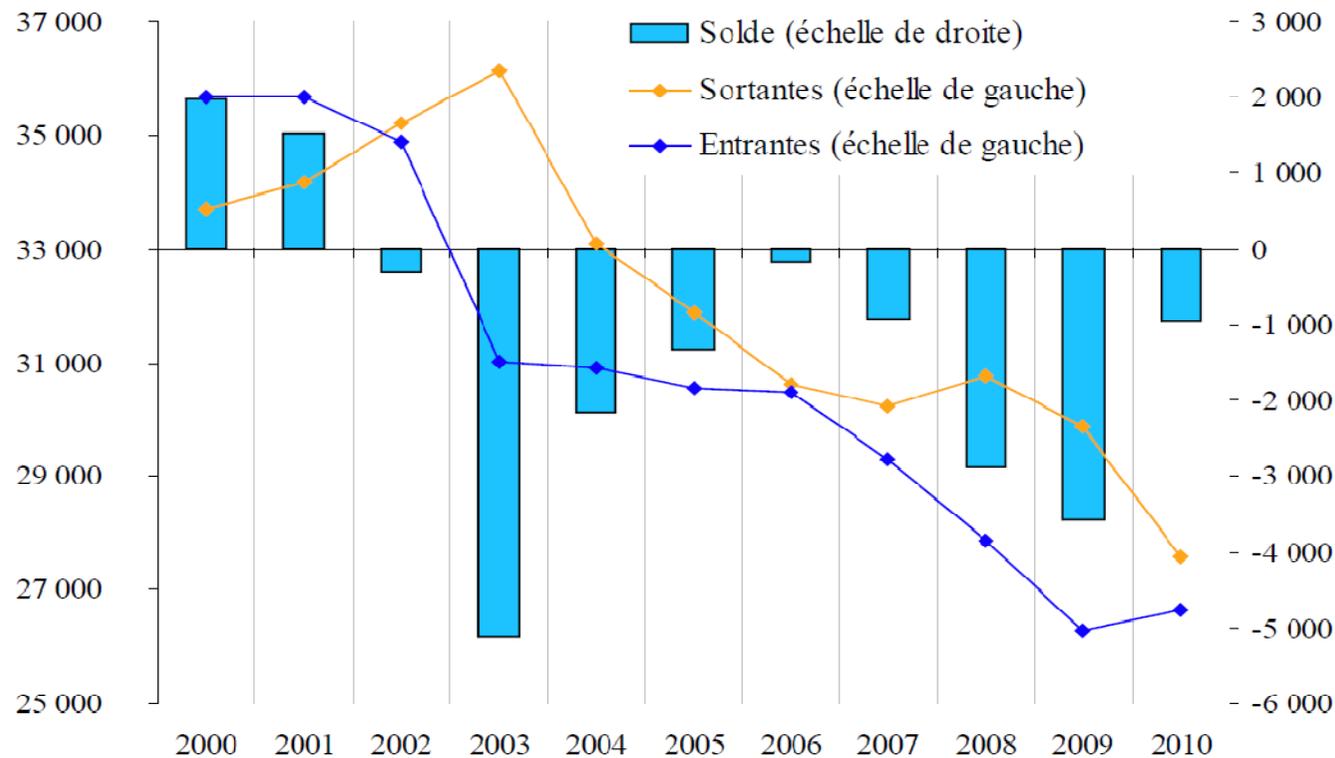
Sources : Organismes d'étude cités

L'effet de cette mesure dépend aussi très fortement du diagnostic que l'on porte sur les problèmes de compétitivité-prix ou hors-prix

- Nette dégradation des coûts unitaires relatifs entre France et Allemagne
- Débat vif entre économistes pour répartir les facteurs de dégradation entre les composantes coût / prix / et hors prix
- Économétrie traditionnelle peu adaptée pour éclairer cette question : le partage prix / hors prix très ténu : ex : part des ETI exportatrices; exemple changement de structure de la chaîne de valeur

# Une dégradation de la démographie des entreprises à l'exportation : prix ou hors prix ?

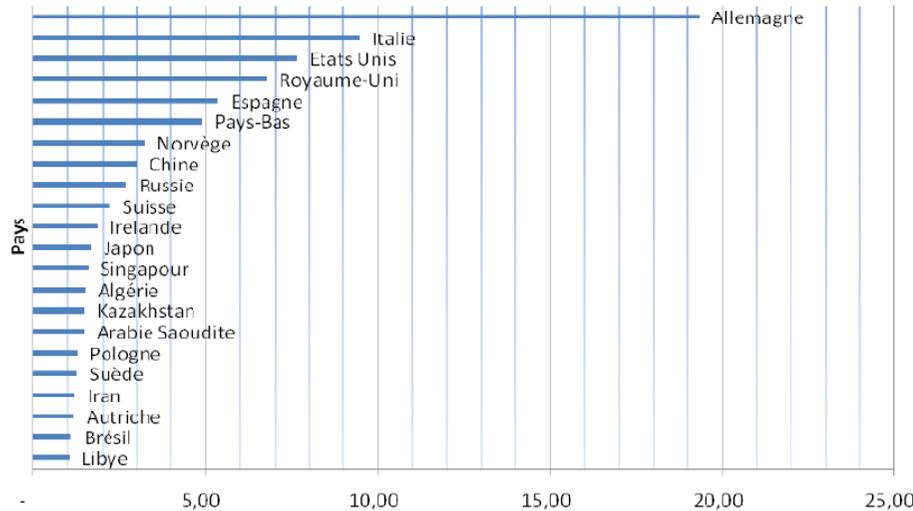
## Entreprises entrantes et sortantes à l'exportation



Source : Douanes

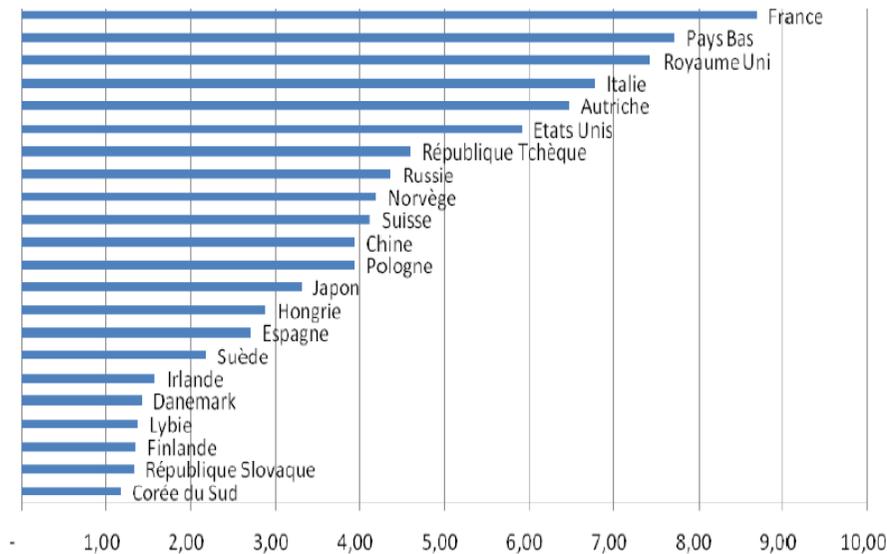
Champ: entreprises redevables de l'information statistique

# Changement de structure de la chaîne de valeur : prix ou hors prix ?



## 1- Géographie des importations de biens intermédiaires en France : très forte concentration dur l'Allemagne et l'OCDE:

- Allemagne + Italie + Etats-Unis + RU + Espagne + Pays-Bas = 55,5 %
- Poids faible des émergents



## 2- Géographie des importations de biens intermédiaires en Allemagne

- Allemagne + Italie + Etats-Unis + RU + Espagne + Pays-Bas = 39,5%
- Émergents > 25 %

# L'instrument n'est probablement pas à la mesure du problème

- Les dévaluations réussies doivent en général être d'assez forte ampleur et non répétées
- La TVA sociale ne peut produire qu'une petite dévaluation, faible en tous les cas au regard des déséquilibres observés

III- D'un point de vue plus micro,  
débat sur les entreprises cibles

# Faut-il profiler les baisses ? Le conflit entre compétitivité et emploi

- L'impact de la TVA sociale est extrêmement sensible au profil retenu pour réduire le taux de cotisation employeurs :
  - Forte élasticité de substitution entre travail non qualifié et travail qualifié / capital
  - Forte concentration des baisses sur les secteurs non exposés

## les allègements de charge ont effectivement soutenu l'emploi peu qualifié...

Cotisations patronales en % du salaire brut

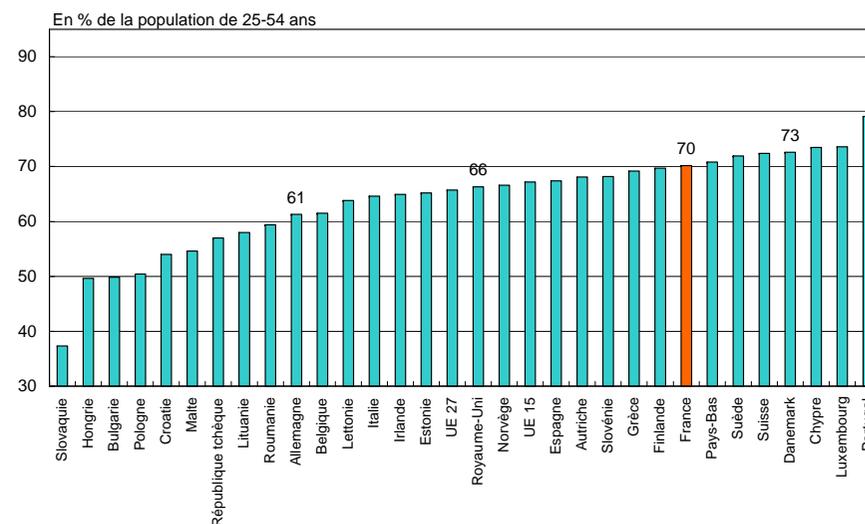
	SMIC	66,6 % du salaire médian	Salaire médian	166,6 % du salaire médian
Australie	6	6	6	6
Autriche		29,1	29,1	26,4
Belgique	15,5	28,2	30,5	30,8
Canada	11,2	11,7	11,6	8,9
Rép. tchèque	35	35	35	35
Danemark		0,8	0,6	0,4
Finlande		23,9	24	24
France	17,6	33,2	42,3	42,6
Allemagne		20,5	20,6	16,3
Grèce	28,1	28,1	28,1	28
Hongrie	32	35,3	34,7	34,2
Islande		5,8	5,8	5,8
Irlande	8,5	10,8	10,8	10,8
Italie		32	32,1	32,1
Japon	13,1	13,1	13,1	12,3
Corée		9,2	9,2	8,6
Luxembourg	14	13,7	13,5	13,4
Mexique	26,3	13,6	11,9	10,5
Pays-Bas	14,9	15,8	15	9,9
Nouvelle-Zélande		0	0	0
Norvège		13,4	13,3	13,3
Pologne	20,4	20,4	20,4	20,4
Portugal	23,8	23,8	23,8	23,8
Rép. slovaque	26,2	26,2	26,2	25,9
Espagne	30,6	30,6	30,6	30,2
Suède		32,3	32,3	32,2
Suisse		11,1	11,1	10,9
Turquie	21,5	21,5	21,5	21,5
Royaume-Uni	6,8	9,6	10,7	11,5
Etats-Unis	8,2	7,9	7,8	7,7

Source : OCDE

- La baisse de charges ciblée a induit une progressivité du coût du travail d'une ampleur qui est sans équivalent au sein de l'OCDE (voir page précédente)

La France dispose d'un taux d'emploi des peu diplômés parmi les plus élevés d'Europe

Taux d'emploi des non qualifiés (CITE 0-2), 2006



Source : Eurostat, OCDE

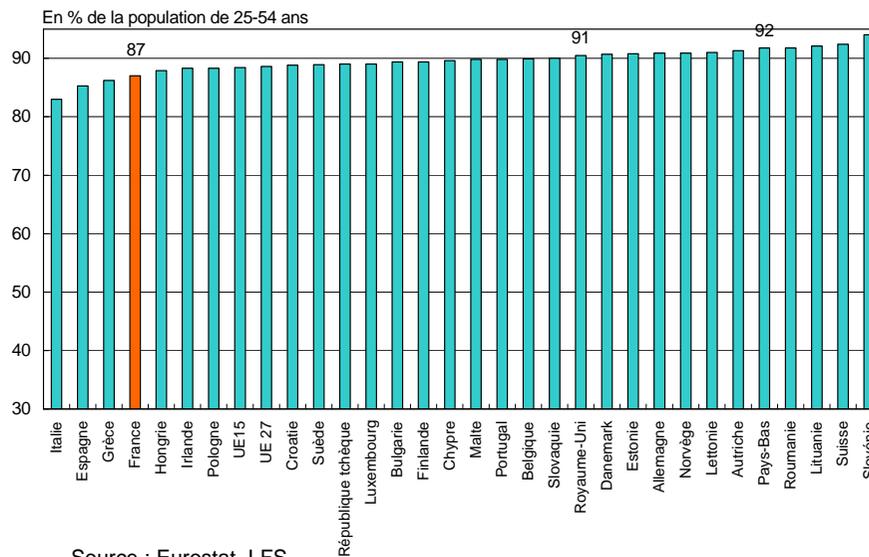
## Quel profilage des baisses sur l'emploi qualifié ?

- Cette politique d'allègement de charges, aux effets positifs sur l'emploi peu qualifié, est parfois critiquée au nom des effets non désirés qu'elle pourrait avoir sur le long terme. Le danger est de freiner la progression des salaires et des carrières - phénomènes de « trappes » à bas salaires - et de défavoriser les secteurs exposés ou innovants au détriment des secteurs abrités (Cour des Comptes 2006).

- Risque à terme de pénaliser l'économie de la connaissance, d'aggraver les phénomènes de déclassement et de diminuer le rendement de l'éducation ?

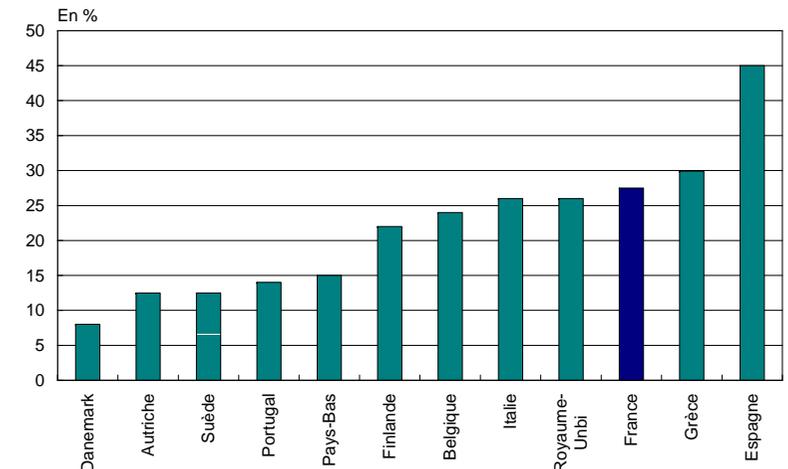
**La France dispose notamment d'un taux d'emploi des diplômés du supérieur parmi les plus faibles de l'OCDE, combiné à une tendance forte au déclassement des diplômés dans l'emploi.**

Taux d'emploi des qualifiés (CITE 5-6), 2006



Source : Eurostat, LFS

Taux de diplômés de l'enseignement supérieur déclassés en % selon leur expérience sur le marché du travail, 2000

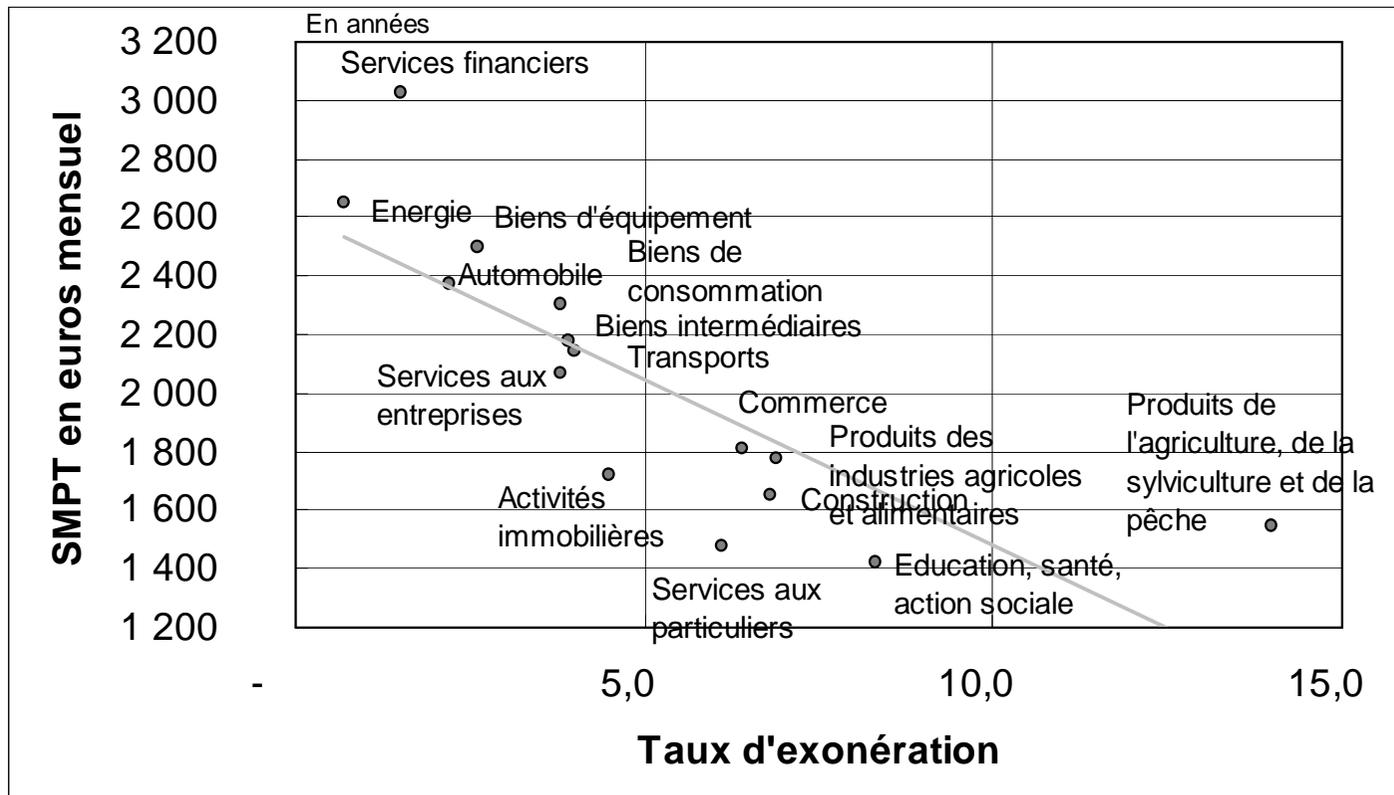


Lecture : en Autriche, la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur qui occupent en mars 2000 un emploi classé en dehors des catégories des managers, des professions intellectuelles et scientifiques et des professions intermédiaires s'établit à 12,6 % parmi les juniors

Source : Eurostat, enquête Force de travail 2000, T. Couppié et M. Mansuy (2005)

# Intensité des baisses se charge différenciée selon le niveau de qualification

**Salaire moyen horaire des secteurs et taux d'allègement de la masse salariale, 2004**



Source : ACOSS

# Les secteurs exposés moins bénéficiaires de la mesure

**Taux d'allègement selon le degré d'exposition du secteur, 2006**

Secteur abrité (1)		Secteur exposé (1)	
Recherche développement	0,5%	Combustibles carburant	0,2%
Activités financières	0,9%	Eau, gaz, électricité	0,4%
Conseils et assistance	1,4%	Pharm., parfum., entretien	1,0%
Postes et télécom	2,0%	Const. navale, aéro, ferrov	1,1%
Act. récré. cult. sport	2,3%	Equip. élect électronique	1,5%
Edition, imprim, reprod	2,5%	Ind automobile	2,0%
Non renseigné	2,9%	Ind. comp. élect. électron	2,4%
Agri. syl. pêche	3,0%	Chimie, caoutchouc, plast	2,8%
Commerce de gros	3,2%	Equipement mécanique	2,9%
Santé et action sociale	3,5%	Ind produits minéraux	3,6%
Education	3,7%	Métallurgie transf. métaux	3,6%
Transports	4,4%	Ind. du bois et papier	4,5%
Activités immobilières	4,6%	Ind. équipement du foyer	5,1%
Com. et répar automobile	5,7%	Ind. textile	6,5%
Ind agri. alimentaires	6,1%	Habillement, cuir	7,7%
Construction	6,8%		
Services opérationnels	8,1%		
Com. détail réparations	9,3%		
Hôtels et restaurants	9,5%		
Serv. personnel domest	11,1%		

(1) Un secteur est exposé lorsque la part des exportations dans la production du secteur excède 25 % ou que la part des importations dans la consommation domestique dépasse 25 %.

Source : ACOSS

## Les relations interindustrielles atténuent les effets distorsifs

- Les secteurs exposés bénéficient indirectement des baisses de charge à travers les consommations intermédiaires (intérim, services aux entreprises...)
- L'intérim bénéficie de la baisse des charges à hauteur de 8% de sa masse salariale (impact sur automobile notamment).
- Cet effet de nivellement est d'autant plus significatif que les sous-traitants répercutent les baisses de charge rapidement et intégralement dans leurs prix

# Mais ...

- La baisse des coûts reste néanmoins supérieure dans les secteurs abrités (1,9 % versus 1,9 %)
- Les mécanismes d'indexation des salaires risquent de renforcer les résultats :
  - Une baisse de cotisation sera partagée entre qualifiés et employeurs dans les secteurs capitalistiques
  - Dans les secteurs peu qualifiés, les rémunérations sont étroitement liées à celle du SMIC

**Impact des baisses de charge sur les coûts de production selon les secteurs d'activité pour trois profilages de baisse des cotisations employeurs (a)** (équivalente à 5 points de baisse uniforme)

	Part PIB	Statut du secteur (b)	Baisse uniforme	Baisse ciblée bas salaires	Baisse ciblée hauts salaires
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	2,3%	Abrité	-1,0%	-1,3%	-0,9%
Produits des industries agricoles et alimentaires	1,9%	Abrité	-1,4%	-1,8%	-1,3%
Biens de consommation	2,4%	Exposé	-1,7%	-1,4%	-1,8%
Automobile	1,0%	Exposé	-1,5%	-1,2%	-1,6%
Biens d'équipement	2,7%	Exposé	-1,8%	-1,4%	-2,0%
Biens intermédiaires	4,8%	Exposé	-1,8%	-1,5%	-1,8%
Energie	2,1%	Exposé	-0,8%	-0,5%	-0,9%
Construction	5,8%	Abrité	-1,8%	-2,1%	-1,8%
Commerce	10,5%	Abrité	-2,3%	-2,7%	-2,1%
Transports	4,2%	Abrité	-1,9%	-2,2%	-1,8%
Services financiers	4,9%	Abrité	-2,0%	-0,8%	-2,5%
Activités immobilières	13,5%	Abrité	-0,4%	-0,4%	-0,4%
Services aux entreprises	16,4%	Abrité	-2,1%	-2,0%	-2,2%
Services aux particuliers	5,6%	Abrité	-2,1%	-3,4%	-1,6%

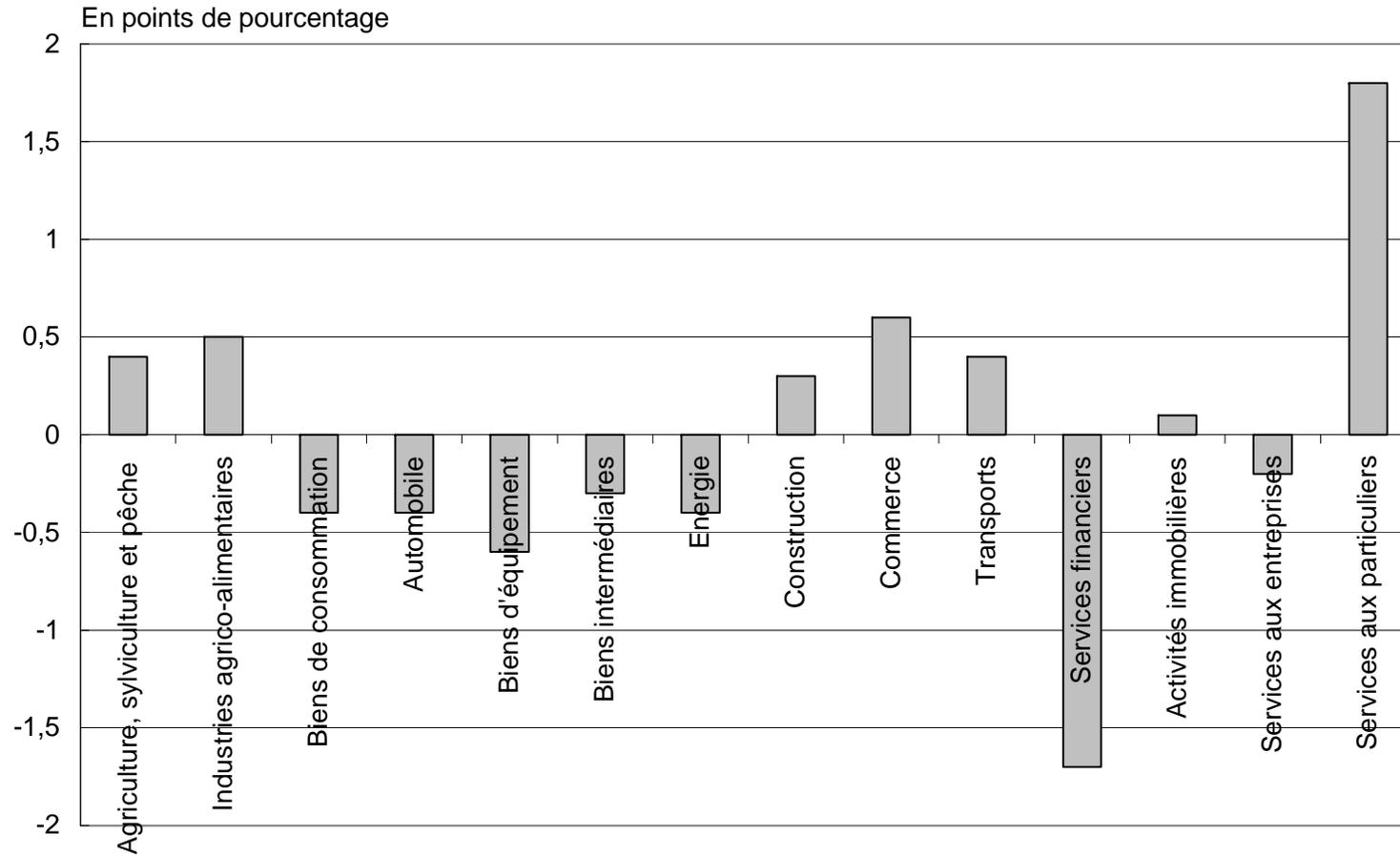
Notes : (a) voir la définition des scénarios en annexe 9 (b) Un secteur est exposé dès lors que, soit la part des exportations dans la production

excède 25 %, soit la part des importations dans la consommation domestique dépasse 25 %

Sources : INSEE Calculs réalisés par le CEPIL.

### Secteurs bénéficiaires d'un ciblage sur les bas salaires

Un chiffre positif signifie que le secteur bénéficie plus d'une baisse de charges ciblée sur les bas salaires



Sources : CEPII, INSEE